

priété de manière à permettre la socialisation graduelle de tous les capitaux et en accordant aux masses travailleuses — sur leur demande sans doute — la plus grande liberté possible dans la gestion et la mise en exercice des capitaux nationalisés et dans la production et l'échange de tous les produits.

CHAPITRE III

LA CONSCIENCE COLLECTIVE DE LA CLASSE PROLÉTARIENNE
EN TANT QUE FACTEUR SOCIOLOGIQUE

I

De la conscience sociale et de l'équité.

Nous dirons qu'une collectivité est *consciente* quand ses membres ont la faculté d'agir de concert sous l'influence de la raison ; nous la dirons *inconsciente* quand ses membres n'ont pas cette faculté ou agissent tout au plus en quelques circonstances tous d'une même manière, instinctivement, sans être guidés par la raison. On peut dire en ce cas qu'ils ont des *instincts collectifs*.

Tous les actes d'une collectivité consciente tendront vers un but déterminé et conforme aux désirs de la majorité des intéressés. Or, le but de tout individu conscient étant le bonheur, une collectivité consciente tendra nécessairement à augmenter la quantité totale de bonheur collectif (somme algébrique des bonheurs particuliers) et à la distribuer parmi le plus grand nombre possible d'individus. Dans la presque totalité des cas, un accroissement ou une diminution du nombre des individus heureux impliquera une augmentation ou une diminution du bonheur collectif. En tout cas, une collectivité consciente fera encore plus

d'efforts pour bien distribuer la félicité sociale que pour en augmenter la somme algébrique absolue.

Il lui faudra, pour atteindre son but, établir les rapports réciproques de ses membres de façon à assurer à chacun le maximum de bonheur *accordable* avec le montant maximum ou la meilleure distribution du bonheur collectif.

Par définition, nous appellerons *équitables* des rapports sociaux satisfaisant à ces conditions, c'est-à-dire rendant aussi parfait que possible l'accord des intérêts de l'individu et de ceux, nécessairement prépondérants, de la collectivité.

Conformément à la définition relative à la conscience sociale, nous dirons qu'une collectivité sera plus ou moins *parfaitement* consciente selon que ses membres parviendront plus ou moins facilement et plus ou moins complètement à se concerter et selon que plus ou moins grand sera le nombre des questions et des faits où se manifestera l'accord social.

Nous la dirons enfin *partiellement* ou *totale*ment consciente selon que la possibilité d'une entente et d'une action rationnelle concertée y existera pour *un groupe seulement de ses membres* ou pour *toute la communauté*.

Le développement d'une conscience collective chez le groupe ou les groupes demeurés inconscients est évidemment nécessaire et suffisant pour transformer une société à conscience partielle en une société à conscience totale. Et ce seront le plus souvent les accords et les actes collectifs des diverses fractions ou classes sociales, et non ceux des simples individus, qui manifesteront la totalité de la conscience collective.

Quand les actes d'une société sont dirigés par une conscience collective partielle, ils tendent au plus grand bonheur du groupe conscient et non à celui de la collectivité entière. Cette vérité est démontrée par la façon dont, partout et toujours, ont agi les classes dominantes conscientes à l'égard des classes inconscientes et exploitées. Mais quand les actes collectifs sont le fait d'une conscience totale, ils tendent à

procurer véritablement le summum du bonheur au plus grand nombre possible d'individus et les rapports sociaux qu'ils établissent sont nécessairement conformes à l'équité.

La faculté d'agir de concert sous l'influence de la raison se manifestera, chez les membres d'une société consciente, par toute sorte de contrats affectant tous les rapports possibles entre eux et qui pourront obliger deux individus seulement, ou s'étendre à un nombre quelconque de contractants, ou à la collectivité tout entière.

Les organes propres à réaliser l'infinie diversité des contrats dans un régime parfaitement contractuel seront très nombreux et très divers : institutions de l'Etat, administrations communales ou provinciales, Chambres de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, Bourses des contrats commerciaux, syndicats industriels, unions coopératives de production et de consommation, sociétés par actions, associations, cercles, clubs, etc. Mais l'Etat demeurera le plus important de ces organes, celui par lequel, au moyen des institutions civiles et des lois, se resserrera et se renouvellera continuellement, entre tous les membres de la collectivité, le contrat social par excellence, garantissant l'équité dans tous les rapports sociaux.

Les garanties de la minorité dans une société parfaitement et totalement consciente seraient de deux sortes.

En premier lieu, aucun membre de la majorité ne pourrait s'empêcher de songer à ses très nombreuses chances de faire, dans un avenir éloigné ou dans une occasion prochaine, partie de la minorité. Et sachant qu'il pourrait se trouver un jour, vis-à-vis surtout des institutions civiles fondamentales, ou des lois ayant une action très vaste, et, pour des raisons d'utilité sociale, de longtemps immuables, dans la nécessité de subir les dispositions législatives sanctionnées par lui quand elles ne le touchaient pas encore, il obéirait en légiférant à des mobiles qui seraient pour la minorité une complète garantie de justice.

Et, d'autre part, si la minorité, consciente elle aussi,

acceptait les conditions contractuelles *équitables* stipulées par la majorité, parce qu'elles lui apparaîtraient, en vue de son état de minorité, comme *les seules possibles* et comme *les plus avantageuses pour elle* ; elle se révolterait au contraire contre les conditions *injustes*, c'est-à-dire trop désavantageuses pour elle par rapport à son degré de minorité. Or, ces révoltes devant créer plus d'inconvénients pour la majorité qu'elle ne trouverait d'avantages à enfreindre les principes de l'équité, elle se garderait d'être injuste.

Dans le contrat social qui s'efforcera de réaliser les conditions essentielles à la plus grande actualisation pratique de l'équité, l'institution civile de la constitution de la propriété aura une importance capitale. Les systèmes métaphysiques, du droit divin au *Naturrecht*, n'ayant plus d'ailleurs aucune consistance, elle proviendrait uniquement de la volonté d'assurer le plus de bien-être possible au plus grand nombre possible d'individus. Une société parfaitement et totalement consciente devra, en somme, de toute nécessité, être complètement et rigoureusement *utilitaire*, et l'institution qu'elle aura le plus d'intérêt à conformer aux principes de l'utilité sociale sera l'agencement de la propriété.

II

Des conditions qui favorisent le développement d'une conscience collective.

Quand on examine les conditions qui facilitent ou entravent la formation d'une conscience totale et parfaite dans une collectivité (société entière ou classe sociale) on trouve, parmi les plus importantes :

1° *Le nombre de ses composants.*

Plus une collectivité est nombreuse, plus il est difficile, toutes conditions égales d'ailleurs, que sa conscience collec-

tive parvienne à un haut degré de perfection et d'extension. On voit souvent, même dans des groupes minuscules : sociétés commerciales, ligues défensives d'intérêts privés, sociétés de secours mutuels, cercles ou clubs de récréation ou de lectures, etc., l'impossibilité de l'accord sur la direction à suivre pour atteindre le but de l'association provenir de la grandeur du nombre des associés. Souvent cette grandeur excessive amène une dissolution de l'union ou sa scission en plusieurs groupes. On peut donc aisément comprendre quelle entrave à la formation d'une conscience collective doit être la multitude des individus composant une collectivité très étendue, quel esprit de conciliation, quel sentiment du devoir de solidarité et d'abnégation, quelle compacte organisation et quelle solide discipline seront nécessaires pour former la conscience d'une classe ou d'une nation.

Mais l'inconvénient du nombre peut être contrebalancé et parfois même effacé par *l'unité du but à atteindre*. L'intérêt commun ne facilite pas seulement l'action concertée d'un nombre très grand d'individus : il la rend spontanée, naturelle, irrésistible. C'est la force de gravité qui attire et entraîne dans une direction unique la multitude des gouttes d'eau d'un torrent.

Or, aucune classe sociale, aucun parti politique n'a connu, plus que les prolétariens de notre siècle, l'unité du but à poursuivre. Tant qu'ont existé les anciennes subdivisions dans la masse des travailleurs et que les groupes des artisans indépendants de la petite industrie, de l'industrie domestique, des petits industriels, des petits marchands, des salariés, des métayers, des petits cultivateurs, etc., ont eu chacun un but économique spécial à atteindre, ils n'ont pu s'accorder pour agir en commun. Mais — nous l'avons vu — les artisans de la petite industrie et de l'industrie domestique, et les petits industriels, ont été prolétarisés par l'action de la moyenne et de la grande industrie ; les petits commerçants, par celle des grands magasins ou des

énormes fabriques dont ils sont devenus de simples agents de vente au détail encore plus exploités que les salariés ; les métayers et les paysans propriétaires, par la grande industrie agricole, la grande propriété foncière et le capital hypothécaire.

Dès que le processus de prolétarianisation générale eut donné à ces groupes divers une même position économique, un but unique à atteindre, l'entente commune et l'action concertée visant ce but : la socialisation de tous les instruments de production — furent non seulement possibles, mais faciles. C'est donc à la séparation économique entre les travailleurs et l'instrument de production qu'est principalement due la formation d'une conscience collective prolétarienne.

2° *La densité.*

Toutes autres conditions égales, l'ampleur et la perfection de la conscience collective croîtront avec la densité de la collectivité. On sait, en effet, combien la possibilité de se voir, de se parler, de vivre ensemble, facilite l'échange des idées, la conclusion des accords et des contrats. On sait combien ont contribué à la formation de la conscience prolétarienne l'agglomération des ouvriers dans d'énormes usines, leur rapprochement dans les grandes villes industrielles modernes. Ces phénomènes qui ne s'étaient jamais produits jusqu'à nos jours ont seuls rendu possibles les grèves, cette toute première manifestation de la force consciente du prolétariat, sa première arme de combat, le seul moyen par lequel il a pu arracher aux capitalistes une augmentation des salaires et une diminution des heures de travail.

En outre, *la densité virtuelle* ajoute aujourd'hui à l'effet de la densité effective. Deux individus aux antipodes se communiquent aujourd'hui leurs idées comme s'ils étaient l'un à côté de l'autre, et un article de journal est lu dans la même journée par des centaines de milliers de lecteurs : c'est comme si un propagandiste parlait à la fois à toute

cette foule. Et ce merveilleux perfectionnement récent de tous les moyens de locomotion et de transmission de la pensée avantage les classes sociales les plus nombreuses relativement plus que les autres. La première manifestation du 1^{er} mai, l'acte de conscience collective le plus ample et le plus parfait peut-être qu'ait enregistré l'histoire, est une conséquence de la densité virtuelle du prolétariat contemporain.

3° *La puissance économique des individus composant la collectivité.*

Toutes autres conditions égales, une conscience collective sera d'autant plus étendue et plus parfaite que la puissance économique des membres de la collectivité sera plus considérable. La richesse, en effet, facilite les voyages, et, partant, les rapports entre des individus vivant dans des lieux divers, très éloignés parfois les uns des autres ; elle permet une plus grande utilisation de tous les moyens de transmission de la pensée dont le service n'est pas gratuit (postes, télégraphes, etc.) ; elle aide à la propagande par le journal, l'opuscule, le manifeste ; et augmente en somme très considérablement la densité virtuelle dont nous parlions tantôt.

En outre, les composants d'une classe riche ont de longs loisirs à consacrer à l'échange des idées et la conclusion d'accords multiples. Ils ont à leur service des intermédiaires dont la seule fonction est de faciliter encore cet échange d'idées, cette conclusion d'accords, si propres à assurer l'organisation de la classe en parti politique compact.

Or, la légère augmentation de salaires que les ouvriers agglomérés dans les usines ont pu obtenir a provoqué, dans ces derniers temps, l'immense expansion de la presse dévouée à leurs intérêts ; elle a permis aux ligues de résistance, aux syndicats de défense, de rétribuer un nombreux personnel de secrétaires et de propagandistes qui ménage des accords multiples entre les membres de chaque association ou entre les associations, organise le parti, en di-

rige les luttes électorales et l'activité et en répand les idées par une inlassable propagande.

Ce n'est pas tout : les ouvriers agglomérés ayant obtenu une réduction des heures de travail en même temps qu'une augmentation des salaires ont eu plus de loisirs, et les cercles de réunion et de lectures que, grâce à de minimes prélèvements sur les gains, leur multitude a pu fonder, facilitent leur entente plus que toute autre circonstance.

Le relèvement des salaires a été minime pour chaque intéressé, mais l'importance numérique des salariés, la répétition infinie des infimes améliorations personnelles a augmenté considérablement la puissance économique du prolétariat en tant que classe sociale et a favorisé d'autant le développement de sa conscience collective. Le socialisme s'y est répandu et ses progrès ont été particulièrement rapides là où l'amélioration était plus remarquable.

4° Le degré d'intelligence et d'instruction des membres de la collectivité.

Toutes autres conditions égales, il est évident que plus les membres d'une collectivité seront intelligents et instruits, plus la conscience du groupe sera ample et parfaite. Elle se développera d'autant plus rapidement qu'elle contiendra plus d'individus sachant lire et écrire et capables en outre d'administrer une association, diriger une entreprise, évaluer à leur juste valeur les conditions d'un contrat offert, discerner si une loi est favorable ou non aux intérêts communs, démêler dans les discours et les propositions des avocats des classes adverses, sous les protestations de désintéressement, les véritables mobiles économiques égoïstes.

Un niveau moyen assez élevé d'intelligence et d'instruction est aussi nécessaire pour créer les hautes qualités morales indispensables à un parti politique : le sentiment du devoir social, la discipline, l'esprit de solidarité.

Ainsi, la puissance économique des membres d'une classe, en leur facilitant l'étude, les voyages et, enfin, les meilleurs

moyens de s'instruire, en les exerçant, par la vie de société qu'elle permet, dans l'art d'exposer des idées, les soutenir, réfuter des objections, en leur donnant la pratique de l'administration et de la direction des affaires, coopère, même indirectement, à la formation d'une conscience collective.

D'ailleurs, la classe capitaliste a elle-même singulièrement aidé dernièrement au développement intellectuel des salariés. Les machines compliquées et délicates auxquelles elle a dû recourir pour empêcher un relèvement trop fort des salaires, la croissante complication des procédés de la grande industrie, la subdivision toujours plus minutieuse du travail, l'exactitude rigoureuse du contrôle des travaux à faire exécuter ou à recevoir, ont rendu nécessaire la présence d'ouvriers instruits et capables. Voilà pourquoi la classe dominante a répandu de toutes ses forces, a imposé même, aux masses travailleuses, l'instruction élémentaire d'abord, puis l'enseignement professionnel, contenant les principes fondamentaux des sciences mécaniques, physiques ou chimiques. Par toutes ces études, particulièrement propres à élever la raison jusqu'aux idées abstraites et à l'assouplir aux argumentations de la logique, elle a imprudemment fourni à ses ennemis des armes formidables pour le combat futur. L'instruction primaire est toujours mieux complétée par les journaux, les revues populaires, les bibliothèques, que l'accroissement de la puissance économique des salariés leur permet maintenant de posséder.

Beaucoup d'ouvriers anglais ou allemands ont aujourd'hui une culture supérieure, et on sait que le nombre s'accroît sans cesse de ceux qui sont à même de lire avec fruit et de discuter les œuvres scientifiques les moins accessibles des principaux auteurs socialistes : George, Lassalle ou Marx. En outre, les masses ouvrières apprennent dans leurs ligues de résistance, leurs sociétés de secours mutuels, leurs coopératives de consommation, cette gestion des biens et des intérêts collectifs dont jadis les éloignait leur travail purement manuel.

Un autre fait remarquable s'est joint à l'accroissement des connaissances pour donner aux masses exploitées la notion exacte de l'injustice de leur condition économique et de leurs véritables intérêts de classe. La bourgeoisie, obligée, à l'époque de son émancipation, de recourir à leur aide puissante, dut leur octroyer les droits politiques qu'elle-même réclamait. Or, l'égalité politique accordée, au moins théoriquement, à tous les membres de la société, doit nécessairement faire paraître illogique, insupportable à la longue le régime actuel. Sous l'ancien, les droits de chacun étaient entièrement indépendants de sa valeur personnelle : le serf et le baron demeuraient tels, pour grands que fussent le mérite de l'un et l'indignité de l'autre. On comprend qu'un pareil état de choses prédisposât les humbles à se résigner aux irrémédiables différences artificielles des conditions initiales de la lutte pour la vie et supprimât en eux tout inutile désir d'élévation sociale. Mais le fait que ces mêmes droits ne sont plus *entièrement* indépendants de la personnalité et que l'homme né dans la plus humble des conditions a des chances théoriques, a même parfois la possibilité réelle de s'élever aux plus hautes fonctions sociales, éveille dans tous les citoyens le désir intense d'égaliser ceux qui sont réputés les plus heureux. Et l'attention se fixant fortement dès lors sur ce qu'il y a d'artificiel dans l'inégalité des conditions initiales de la lutte pour une plus grande intensité de vie, on sent partout le besoin ardent et on perçoit la possibilité de corriger cette injustice.

5° *La fréquence, l'ampleur, et la gravité des perturbations dans les phénomènes et, partant, les conditions économiques.*

Les crises, les craks financiers, les alternatives de prospérité et de dépression industrielles, auxquelles correspondent les variations de fortunes, les oscillations des gains et les incertitudes de l'occupation, produisent, auprès de la classe qui en souffre le plus, et grâce à la recherche fiévreuse des remèdes qu'ils provoquent, une fermentation

d'idées, un renouvellement continu d'accords, très favorables au développement d'une conscience collective. Mais le choc des troubles économiques si graves et si constants que provoquent et exaspèrent la trop grande inégalité des fortunes et l'existence du capital improductif de la spéculation et celle des trusts monopoleurs, est surtout douloureux aujourd'hui pour les masses ouvrières où il cause les chômages forcés et la misère la plus terrible des désœuvrés. Il devient donc, lui aussi, un facteur puissant du développement de la conscience collective prolétarienne.

6° *L'affaiblissement graduel du sentiment religieux.*

Voilà la condition fondamentale de l'élévation à la conscience collective des masses exploitées et de la formation d'une conscience sociale totale. Toutes celles énoncées ci-dessus auraient été inefficaces sans la présence de l'élément primitif de la conscience collective : l'individu entièrement guidé par la raison. Or, nous démontrerons que la fonction essentielle de la religion a été d'arrêter l'essor de la raison individuelle afin d'arrêter tout développement d'une vaste conscience sociale.

III

De la fonction sociale de la religion.

Voici en effet ce que nous enseigne l'histoire : Les sociétés à conscience totale se sont trouvées entièrement inaptes au combat pour l'existence tant qu'il a eu lieu (et c'est ce qui est toujours arrivé jusqu'ici) sous forme de *guerre, de lutte en masse* entre une société et l'autre. Les collectivités victorieuses furent toujours dans le passé celles à conscience partielle restreinte.

Les sociétés guerrières que, dans une classification bien